

le mardi 7 janvier 2003

13 heures

Prière.

Le président de la Chambre se trouvant empêché, M. Ashfield, vice-président, assume sa suppléance.

Le premier ministre rend un hommage posthume à Pat Crossman, député progressiste-conservatrice de 1999 à 2002, pour son dévouement à la chose publique et les nombreux exemples de courage et d'intégrité qu'elle a donnés tout au long de sa vie. M^{me} Crossman, qui présidait le Comité spécial de l'éducation et siégeait au Comité d'administration de l'Assemblée législative, était la petite-fille d'Oscar E. Morehouse, député progressiste-conservateur du comté de York de 1911 à 1917.

MM. Richard et Steeves se joignent au témoignage de sympathie du premier ministre envers la famille de feu la députée de Riverview.

M. Richard demande le consentement unanime de la Chambre pour prolonger la période des questions orales. Le consentement unanime est refusé.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Furlong :

25, *Loi modifiant la Loi sur l'Université du Nouveau-Brunswick* ;
26, *Loi sur la Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes* ;

par l'hon. M. McFarlane :

27, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi*.

Il est ordonné que ces projets de loi soient lus une deuxième fois à la prochaine séance.

M. Haché donne avis de motion 75 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Lee, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, les lettres, le courrier électronique, les rapports et les contrats relatifs à la cession de véhicules publics, une liste des véhicules (y compris le nom de l'acheteur ou de l'acheteuse et le prix d'achat) depuis juin 2000, ainsi que les détails de la main-d'oeuvre et des pièces utilisées pour réparer et améliorer les véhicules en question pendant une période de soixante (60) jours avant chaque vente.

M. Haché donne avis de motion 76 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Lee, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, les lettres, le courrier électronique, les rapports, les analyses, les contrats entre Énergie atomique du Canada Limitée, ou EACL, et Énergie NB, entre EACL et la province du Nouveau-Brunswick, entre Énergie NB et la province du Nouveau-Brunswick à propos de Point Lepreau.

M. Haché donne avis de motion 77 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Lee, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le coût total de la rédaction, de la conception, de l'impression et de la distribution du document intitulé *Compte rendu présenté aux gens du Nouveau-Brunswick*, qui a été déposé à l'Assemblée législative en décembre 2002, y compris le nom des compagnies qui ont participé à la publication, où et par qui le document a été imprimé et où il a été distribué.

M. Richard donne avis de motion 78 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Haché, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre de Services Nouveau-Brunswick, une liste des augmentations de frais pour services et/ou programmes depuis juin 1999, incluant les frais et les dates de l'entrée en vigueur des augmentations.

M. Richard donne avis de motion 79 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Haché, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre du ministère l'Agriculture, Pêches et Aquaculture, une liste des augmentations de frais pour services et/ou programmes depuis juin 1999, incluant les frais et les dates de l'entrée en vigueur des augmentations.

M. Richard donne avis de motion 80 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Haché, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre du ministère de la Sécurité publique, une liste des augmentations de frais pour services et/ou programmes depuis juin 1999, incluant les frais et les dates de l'entrée en vigueur des augmentations.

M. Richard donne avis de motion 81 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Haché, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre du ministère des Transports, une liste des augmentations de frais pour services et/ou programmes depuis juin 1999, incluant les frais et les dates de l'entrée en vigueur des augmentations.

M. Richard donne avis de motion 82 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Haché, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, par le ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie, une liste des augmentations des droits des services et programmes depuis juin 1999, y compris les droits antérieurs et la date de l'entrée en vigueur de l'augmentation.

M. Richard donne avis de motion 83 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Haché, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre du ministère des Finances, une liste des augmentations de frais pour services et/ou programmes

depuis juin 1999, incluant les frais et les dates de l'entrée en vigueur des augmentations.

M. Richard donne avis de motion 84 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Haché, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, par le ministère des Entreprises Nouveau-Brunswick, une liste des augmentations des droits des services et programmes depuis juin 1999, y compris les droits antérieurs et la date de l'entrée en vigueur de l'augmentation.

M. Richard donne avis de motion 85 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Haché, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre du ministère de l'Environnement et Gouvernements locaux, une liste des augmentations de frais pour services et/ou programmes depuis juin 1999, incluant les frais et les dates de l'entrée en vigueur des augmentations.

M. Richard donne avis de motion 86 portant que, le mardi 14 janvier 2003, appuyé par M. Haché, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, par le ministère de la Justice, une liste des augmentations des droits des services et programmes depuis juin 1999, y compris les droits antérieurs et la date de l'entrée en vigueur de l'augmentation.

L'hon. M. Green annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre, après le débat sur la motion 70 et l'étude des motions émanant des députés, se forme en Comité des subsides pour continuer d'étudier les prévisions budgétaires du ministère des Transports.

Conformément à l'avis de motion 70, l'hon. P. Robichaud, appuyé par l'hon. M. Green, propose ce qui suit :

que, par dérogation au paragraphe 29(1) du Règlement, l'Assemblée ouvre et tiens ses séances quotidiennes selon l'horaire suivant :

le mardi, de 13 h 00 à 18 h 00 ;
de 19 h 00 à 22 h 00 ;

le mercredi, de 10 h 00 à 12 h 30 ;
de 14 h 00 à 18 h 00 ;

le jeudi, de 13 h 00 à 18 h 00 ;
de 19 h 00 à 22 h 00 ;

le vendredi, de 10 h 00 à 12 h 30 ;
de 14 h 00 à 18 h 00 ;

que cet ordre spécial entre en vigueur le premier jour de séance suivant la fin du débat sur le budget et demeure en vigueur jusqu'à ce que la Chambre ait terminé son étude des prévisions budgétaires en Comité des subsides.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

M. Ashfield, président suppléant de la Chambre, déclare recevable le sous-amendement de la motion 66 proposé à l'expiration de la période des motions pendant une séance précédente.

En conséquence, le président suppléant met en discussion le sous-amendement proposé par M. Lee, appuyé par M. Haché, dont le texte suit :

SOUS-AMENDEMENT

que l'amendement de la motion 66 soit amendé comme suit :

par la suppression de « attendu que les routes 11 et 17 ont été négligées de 1987 à 1999; ».

Il s'élève un débat. Après un certain laps de temps, M. Bernard, vice-président de la Chambre, prend le fauteuil à titre de président suppléant.

Après un certain laps de temps, M. Ashfield reprend le fauteuil.

Après un autre laps de temps, M. Ashfield, président suppléant de la Chambre, interrompt les délibérations et annonce que le temps alloué pour l'étude des motions émanant des députés est écoulé.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides sous la présidence de M. Bernard.

Après un certain laps de temps, le président du comité déclare qu'il est 18 heures et quitte le fauteuil pour le reprendre à 19 heures.

19 heures

La séance reprend sous la présidence de M. Bernard.

Après un certain laps de temps, M. Ashfield, vice-président, prend le fauteuil à titre de président suppléant de la Chambre. Le président du comité, M. Bernard, demande au président suppléant de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a accompli une partie du travail au sujet des questions dont il a été saisi et demande à siéger de nouveau.

Le président suppléant de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

La séance est levée à 22 heures.

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

documents demandés dans les avis de
motion 41, 42, 59 et 60

(20 décembre 2002).